

ARGENTINE - La dette extérieure et la « tromperie organisée »

Adolfo Pérez Esquivel

jeudi 11 septembre 2014, par [Dial](#)

28 août 2014, Buenos Aires - Quand j'étais enfant, nous faisons un ballon avec du papier journal et de vieux chiffons et nous l'enveloppons avec de la ficelle pour qu'il résiste mieux aux coups de pied. Nous nous amusons aussi à bien d'autres jeux parmi lesquels il y en avait un que nous appelions « la tromperie organisée ».

Quand quelqu'un disait quelque chose que nous pouvions mettre en doute ou quand nous découvrons qu'il nous mentait, nous lui disions que c'était une « tromperie organisée » (car nous ne voulions pas nous faire avoir). Quand nous découvrons le mensonge, nous recevions un bonbon et, quand on ne le découvrait pas, nous devons payer un gage.

Pour le problème de la dette extérieure, c'est un jeu assez semblable à celui-ci auquel jouent des personnes de l'extérieur et de l'intérieur du pays que nous appelons « vautours » et où l'arbitre essaye de mettre le pays en échec et mat alors que les peuples concernés sont considérés comme de simples spectateurs.

Le jeu de la « tromperie organisée » n'est pas nouveau dans le monde de la finance et de la spéculation. Il s'agit de déplacer les pièces du jeu en faisant croire aux pays appauvris qu'ils sont les débiteurs des pays riches et que les peuples doivent payer cette dette extérieure et éternelle sous peine de se retrouver en défaut de paiement, de subir des embargos et toute une batterie de sanctions.

Notre gouvernement se trouve encerclé dans ce jeu de la tromperie organisée. Comme il se rend compte qu'aucun juge des États-Unis n'émettra un état de faillite judiciaire en faveur de l'Argentine, il ouvre le parapluie et dit comme tout le monde qu'il faut « honorer la dette souveraine ».

Pardonnez mon ignorance mais à quelle notion se réfèrent-ils quand ils affirment qu'il faut honorer la « dette souveraine » : pourquoi le pays devrait-il payer en même temps ce qui est légitime et ce qui est illégitime dans cette dette sans rechercher ce qui est immoral, injuste et entaché du sang du peuple ? Pourquoi payer une dette qui a déjà été payée plusieurs fois ? Qu'ont fait les gouvernements démocratiques quand ils ont cédé la souveraineté nationale à des tribunaux étrangers et que faire pour éviter ainsi cette tromperie ?...

Cela fait plus de 30 ans qu'avec des organisations sociales et des personnalités, nous proposons de faire un audit sur la dette. Il est nécessaire de nous référer à Alejandro Olmos qui a porté pour la première fois un jugement sur la dette extérieure et au Juge Ballestero qui, voici 18 ans, a envoyé sa résolution du problème au Congrès National pour qu'il recherche les dommages causés dans le pays par ce paiement. Depuis 14 ans, tout cela dort dans le sommeil des complicités et reste enfermé dans un placard du Congrès.

La tragédie, c'est que les gouvernements des pays endettés se sont transformés en fidèles croyants du Dieu Moloch auquel ils rendent un culte dans leurs temples en installant le rituel du paiement de la dette éternelle avec pour objectif d'être plus tard bénéficiaires d'un paradis fiscal et de pouvoir un jour bénéficier de nouveaux crédits pour payer les intérêts de cette dette extérieure et s'assurer ainsi qu'elle continue à croître pour pouvoir continuer à la payer afin de recevoir un jour les indulgences du capitalisme qui réclame de plus en plus de sacrifices.

Dans leur angoisse existentielle et comme des croyants fidèles, les gouvernants, les ministres, tous les hommes politiques et les entrepreneurs prient, gesticulent, déchirent leurs vêtements et font des discours en annonçant que le pays est disposé à payer la « dette souveraine » malgré la faim de leur peuple. Dans la réalité, les conséquences de cette situation sont : la faim dans le peuple, la mortalité infantile, l'inflation qui dévore tout sur son passage en provoquant une plus grande pauvreté, le manque de ressources pour la santé et l'éducation et l'augmentation de la violence sociale et structurelle qui rend les inégalités plus criantes.

Le peuple sait très bien que le paradis promis n'existe pas sauf pour les riches. Ils nous ont vendu la tromperie organisée, comme l'a fait le Club de Paris dont le sport favori est de jouer au saccage des pays appauvris.

Alors que le gouvernement est disposé à négocier l'inacceptable, certains dans l'opposition politique et économique, pensent qu'il faut tout payer sans discuter. Ce sont les croyants fidèles soumis au jeu de la tromperie organisée qui espèrent que le Juge Griesa et les vautours vont pouvoir faire échec et mat sur le dos du pays. Il ne faut pas oublier ce qui est arrivé au Ghana à la Frégate Libertad, le bateau école argentin, qu'ils ont presque envoyé par le fond avec l'embargo ; c'est là un exemple assez récent de ce qui risque d'arriver à la nation elle-même.

Pour cela, nous devons assumer les défis et ne pas accepter de demeurer simples spectateurs devant cette situation. Nous devons aussi réclamer le paiement de la dette intérieure.

Les peuples ont une grande capacité de résistance ; ils doivent être protagonistes et constructeurs de leur propre histoire et lutter pour devenir libres et souverains. Nous devons convoquer tous les secteurs sociaux du pays, sans discriminations idéologiques et politiques et réunir des forums dans tout le pays, dans chaque communauté, dans les syndicats, les églises, les universités et les mouvements étudiants, et dans les organisations sociales, culturelles et politiques, pour analyser la situation et créer de nouvelles initiatives face au labyrinthe dans lequel s'est fourvoyé le pouvoir et dont il ne sait comment sortir.

Il est nécessaire de mettre en place un audit de la dette extérieure et de convoquer une consultation populaire et le gouvernement devra alors se soumettre à cette consultation, écouter d'autres voix et analyser de possibles alternatives économiques pour affronter non seulement les vautours de l'extérieur mais aussi ceux de l'intérieur du pays. Car, l'unique dette souveraine à payer doit être définie avec le peuple argentin.

Marechal disait : « D'un labyrinthe, on ne peut sortir que par le haut », il faut choisir pour le bien de tous et savoir que nous récolterons ce que nous aurons semé. Le peuple doit arrêter de se soumettre à la tromperie organisée.

Adolfo Pérez Esquivel a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1980.

Traduction de Francis Gély, communiquée par courriel.